

Le fardeau du redressement de la dette pèse sur les pays d'Amérique latine de façon pénible et interminable; . . . en 1989, dans l'ensemble de l'Amérique latine, d'après les Nations Unies, le revenu per capita sera en moyenne de 10 p. 100 inférieur à ce qu'il était en 1980.

Imaginons un instant, monsieur le président, quelles seraient les conséquences électorales d'une telle situation au Canada, qu'il s'agisse d'une élection provinciale ou fédérale. Imaginons les bouleversements qui ne manqueraient pas de se produire si dans les Prairies, en Colombie-Britannique, en Ontario ou au Québec, le revenu per capita était en moyenne de 10 p. 100 inférieur à ce qu'il était il y a 10 ans, et non pas 10, 20 ou 30 p. 100 supérieur¹¹.

Les sondages d'opinion publique révèlent que les Canadiens ne semblent guère sympathiser avec les pays débiteurs en développement. Nous craignons que la population n'ait pas été renseignée et sensibilisée comme il le fallait à différents aspects de la réponse du Canada à l'endettement de pays tiers. Par exemple, le Canada a récemment fait grâce de 182 millions de dollars à des pays des Antilles membres du Commonwealth qui lui devaient cette somme au titre de l'ADP. Or, la population canadienne n'a guère compris les raisons d'une telle mesure. Il aurait alors fallu lui préciser qu'il s'agissait de prêts de soutien assortis de taux d'intérêt variant de 0 à 3 p. cent pour des termes pouvant aller jusqu'à 50 ans. Le Canada ne s'est jamais attendu à recouvrer la pleine valeur nominale de ces prêts. En outre, compte tenu des conditions très avantageuses dont ils s'accompagnaient, le coût actuel de leur radiation est de beaucoup inférieur aux 182 millions du départ. Le ministre des Finances, M. Wilson, nous a dit que ce coût réel, en espèces, avait été évalué à quelque 12 millions de dollars. Il faut de plus expliquer aux Canadiens qu'il est dans notre intérêt de réduire la dette de certains pays pour les aider à se relever. L'Institut Nord-Sud estime qu'entre 1981 et 1987, le Canada a perdu 16 milliards de dollars en exportations non réalisées dans une douzaine de pays d'Amérique latine et des Antilles que l'endettement avait forcés à réduire radicalement leurs importations.

Les pays qui sont écrasés par les dettes ne peuvent plus commercer avec nous ni contribuer à l'assainissement de l'environnement. Le Sous-comité croit que les Canadiens appuieront les mesures énergiques que prend le gouvernement lorsqu'ils pourront apprécier ces mesures et les intérêts mutuels qu'elles servent à la lumière de la gravité et de l'urgence de la situation internationale au chapitre de l'endettement.

L'endettement n'étant pas un phénomène à sens unique, il faut se garder de dire que la crise de l'endettement du tiers monde ne concerne que ce dernier et pas nous. Par ailleurs, nous reconnaissons que les pays en développement font évidemment les frais de la plupart

11. CPAECE, *Procès-verbaux et témoignages*, fascicule n° 15, 12 octobre 1989, p. 17 et 18.